

AVANT-PROPOS



12 août 1993

Sur l'écran, entouré de sapins verts éclairés malgré la nuit, se découpe la silhouette bien droite du Premier ministre, Édouard Balladur. La caméra s'écarte un instant du personnage et zoome sur les majestueux sommets distribués derrière lui : le chef du gouvernement reçoit la télévision dans sa propriété alpine de Chamonix, où il passe ses vacances en famille. Face à lui, Paul Amar, présentateur du 20h de France 2. « Le microcosme vient à vous, puisque vous nous invitez, M. le Premier ministre de la France », entame-t-il, une fois les dernières séquences d'un reportage le montrant en train de sillonner d'étroits sentiers pour se tenir en forme. Pendant près de trois quarts d'heure, d'un ton régulier, plein de maîtrise et d'élégance, Édouard Balladur narre la nécessité des réformes libérales conduites par son gouvernement, vante la légitimité de son action, dessine l'agenda par où transitera l'avenir du pays. Au moment de terminer, Paul Amar, lové dans une délicieuse obséquiosité, remarque qu'il n'a finalement pas plu le temps de cet entretien – « un symbole » – et pose une dernière question : « Tous les instituts de sondage – qui interrogent les Français ! – vous présentent comme l'élu rêvé des Français en cas d'élection présidentielle : vous y pensez ? ».

27 juillet 2013

Sur l'écran apparaît Manuel Valls, ministre de l'Intérieur. Il est entouré de sa garde rapprochée, de caméras et de gens ordinaires : il est venu à Trappes, une ville pauvre de la banlieue parisienne, pour condamner de récentes échauffourées dirigées contre un commissariat et discuter avec les habitants. L'une d'eux engage un dialogue avec lui. Le ministre de l'Intérieur opine parfois, lui

coupe régulièrement la parole, lui précisant en substance que ça ne sert à rien de mettre en cause le maire qui l'accompagne « devant les caméras ». Par une réflexion vive et structurée, l'habitante justifie sa prise de parole : « Excusez-nous alors, c'est vrai qu'on ne peut vous interpeller qu'au moment des élections ». Le ministre souligne qu'elle « à l'air bien énervé », avançant sa main vers elle en guise d'appel au calme. Il rappelle qu'il ne vient que pour « rétablir l'ordre », pas pour faire de politique. Plus loin, l'habitante réproouve les dégradations qui ont eu lieu, mais elle partage les torts : « Il n'y a aucune excuse, comme lorsque les forces de l'ordre qui sont mises en place par cette République agressent les personnes sans raison ». « Non ! » interrompt alors sèchement le ministre. Mais elle continue : « Vous ne regardez pas sur Twitter, vous ne regardez pas en ce moment ce qu'il se passe ? ». Excédé, le ministre lui conseille de ne « pas trop regarder Twitter et les réseaux sociaux » et, implacable, déduit de ses « mises en cause à l'égard d'un élu et d'un ministre » qu'elle a « un problème » avec « les lois de la République ». Sa voix se fait maintenant autoritaire : « Ne profitez jamais d'un micro pour mettre en cause un élu de la République ». Cependant son interlocutrice ne se laisse toujours pas démonter : « Mais vous par contre vous profitez des caméras, mais c'est vrai que vous vous avez le droit ». Le ministre atteint un point de rupture, son visage change de teinte. D'une voix entrecoupée par une respiration récalcitrante : « Mais vous m'avez l'air bien... », tente-t-il en pointant son doigt vers elle. Incapable de finir sa phrase, il fait volte-face, emportant dans son sillage le cortège des caméras agglutinées. La scène circule ensuite sur le grand réseau social du Web 2.0.

Quelque chose vacille.

INTRODUCTION



La reproduction néolibérale du pouvoir capitaliste a pris un tour largement autoritaire. La vaste accumulation par dépossession opérée par les classes dominantes au détriment des classes subalternes ne caractérise pas seulement les rapports de production ; elle trouve son exact reflet dans le durcissement des processus de délégation à l'œuvre dans les rapports politiques de représentation et de souveraineté. La concentration économique s'accompagne d'une dérégulation démocratique.

Projet de classe, triple programme de marchandisation, de privatisation et de financiarisation du monde, le néolibéralisme pose un double problème à la démocratie : d'une part, il opère une concentration édifiante des richesses matérielles et des moyens d'agir dans les mains d'une oligarchie, d'autre part il capture peu à peu l'ensemble des processus de décision politique au profit de cette classe dominante. L'accumulation extravagante des capitaux à un pôle de la société s'effectue au prix d'un étouffement de la démocratie politique (expression plurielle et contradictoire de la société dans la formation de la volonté générale) par toute une série d'appareils proprement idéologiques.

En Europe, l'administration autocratique du projet de classe néolibéral repose sur trois instances non élues de type supra-étatique, désormais souveraines sur la destinée des peuples : le FMI, la Banque centrale européenne et la Commission européenne. Sous couvert d'urgence permanente – excuse médiatique d'une gouvernementalité de crise instaurée en 2008 suite au « choc » des *subprimes* – ces institutions kafkaïennes ne cessent de multiplier, plus ou moins brutalement et avec des stratagèmes divers, les suspensions du cours démocratique. Résurgence d'un césarisme bureaucratique dont Gramsci avait dépeint la dynamique : les crises d'intensification du capitalisme tendent à déposer de leur pouvoir les institutions les plus sensibles aux fluctuations de l'opinion publique, au profit d'institutions « neutres »,

en réalité lointaines et fuyantes, inaccessibles à la contradiction, toujours en défaut dans l'espace public. Exemple typique de cette nouvelle gouvernementalité métapolitique, voire contre-politique : l'étrange sceau du secret imposé par la commission européenne sur les négociations concernant le grand marché transatlantique (GMT), qui doit réunir les économies américaines et européennes (et donc infléchir substantiellement l'état de la lutte des classes) sans qu'aucun mandat populaire n'ait été convoqué.

Le pouvoir néolibéral ajusté par l'Union européenne court ainsi le long de marges technocratiques imperméables à la souveraineté populaire, profitant des décalages d'échelles entre les nations et l'administration européenne pour étendre sans cesse sa juridiction. Si la pression du pouvoir néolibéral s'exerce sur les peuples d'abord *via* les structures macroéconomiques – à commencer par l'intendance privative de la monnaie et des dettes publiques – en vertu du principe : « la souveraineté s'arrête quand la solvabilité s'arrête » instaurée par le nouveau traité européen adopté en 2013, elle surgit parfois au cœur des scènes politiques nationales, où l'incarnation même de la décision politique, attribut spectaculaire distinctif de la démocratie représentative, s'est plusieurs fois trouvée sèchement confiée à des commis du marché, toutes affaires cessantes, ces dernières années. En despote flegmatique, Bruxelles n'a ainsi pas hésité à imposer ses propres émissaires à la tête de gouvernements nationaux anémiés : Mario Monti en Italie ou Lucas Papademos en Grèce. Et peu importe si ni l'un ni l'autre n'avaient jamais acquis auparavant la moindre légitimité politique dans leurs trajectoires respectives de financiers internationaux.

Le fonctionnement actuel de l'Union européenne repose ainsi tout entier sur une logique autoritaire : annulation des référendums décidés par le suffrage universel, marginalisation des parlements, chantage financier aux politiques publiques, mise sous tutelle des administrations nationales par des experts dépêchés

sur place, contrôle des budgets nationaux, sanctions automatiques en cas de franchissement du seuil de déficit public autorisé (3 %) et autres parois de verre qui encagent chaque jour un peu plus la voix des peuples. À présent, les nations européennes ressemblent ainsi bien plus à des protectorats semi-coloniaux qu'à des démocraties souveraines. Le néolibéralisme n'est pas une théorie : c'est une géopolitique absolutiste.

Idéologie

Pour Marx, la conscience dépend toujours du processus de production de la vie matérielle. Non seulement les diverses sphères de la superstructure (le travail intellectuel séparé du travail manuel) : religion, langage de la politique, morale, métaphysique, lois apparaissent comme la traduction nécessaire du rapport social actualisé entre les différentes forces productives, mais les individus eux-mêmes tirent leur représentation du monde de leur activité pratique dans le procès de production. Leur conscience propre – tout à la fois sublimation cathartique et calcul pragmatique – se trouve toujours conditionnée par leur situation objective dans les rapports de production : « ce n'est pas la conscience qui détermine la vie, c'est la vie qui détermine la conscience¹ ». Le capitalisme possède donc un double avantage idéologique : non seulement les instances superstructurelles travaillent à cuirasser son administration politique, mais l'infrastructure elle-même – *via* l'activité pratique (travail) exécutée dans le procès de production – fixe la conscience des individus « la tête en bas ». L'idéologie est une tenaille.

Si la grande régression civilisationnelle dans laquelle nous plonge aujourd'hui l'intensification du pouvoir néolibéral renouvelle sa triste pertinence, il faut cependant tenir compte des amen-

dements apportés par Gramsci à cette conception causale de la chose idéologique : la production idéologique est aussi un enjeu politique pour la maîtrise « par le haut » du procès de production et la répartition différenciée des ressources matérielles à laquelle il préside. Car l'idéologie n'est pas déterminée de manière linéaire et mécanique par l'état du champ économique, « de la terre vers le ciel » : elle procède aussi de l'état des rapports de force dans le champ culturel et politique, des affrontements qui s'y déroulent et des tactiques qui s'y développent. Bataille inégale en l'occurrence, puisque la classe possédante a toujours l'avantage de pouvoir compter sur les prescriptions nichées dans l'activité immédiate des travailleurs aux prises avec le système productif qui assure leur subsistance/dépendance, c'est-à-dire avec la réalité matérielle de leur vie effective, où palpitent continuellement leurs soucis quotidiens. L'idéologie politique se présente donc à la fois comme « l'expression idéale des rapports matériels dominants saisis comme idées » (Marx) et comme « la création de l'imagination concrète qui travaille sur un peuple dispersé et pulvérisé dans le but d'en susciter et d'en organiser la volonté collective² » (Gramsci). L'idéologie est une stratégie politique, un terrain d'affrontement.

Or, en dehors des coups d'éclat spectaculaires de la troïka européenne, le pouvoir néolibéral opère un travail idéologique tout à fait régulier au sein des États, s'appuyant tranquillement sur les dispositifs disponibles pour maintenir et accroître sa domination sans dévier formellement des procédures électorales. L'idéologie néolibérale – dont la visée finale est d'organiser la perpétuation du procès de production capitaliste d'où la classe dominante tire ses avantages et ses positions à la fois matérielles et politiques – repose aujourd'hui sur une division stratégique du travail composée des appareils discursifs suivants : médias, *think tanks*, lobbies, instituts de sondage, agences de communication, *business schools* et, à des degrés différents, partis majoritaires. Pour

reprendre la terminologie althussérienne, disons que ces divers dispositifs constituent les « appareils idéologiques » du marché, face aux appareils « idéologiques d'État » (école, église, famille, syndicats) – même s'il convient de ne pas les opposer tant ils se rejoignent et se combinent sans cesse. Compatible avec les appareils chancelants de la démocratie formelle, cette division stratégique du travail discursif organise l'hégémonie culturelle de la bourgeoisie financière : de plus en plus, les dispositifs impliqués dans cet agencement complexe et continu relèvent du capital privé accumulé par les classes dominantes.

Dotés de moyens financiers colossaux, *think tanks* et lobbies dispensent une expertise privée, concurrente de celle produite par l'administration publique, en direction des dirigeants politiques chargés d'écouler les intérêts de la fraction hégémonique. Le matériau ergonomique constitué de mesures, d'éléments de langage, de séquences argumentaires prêtes à l'emploi qu'ils mettent en circulation dans les coursives du pouvoir, perfuse directement les processus de décision politique. Ils redéfinissent ainsi les rapports savoir/pouvoir au sein de la superstructure. Cette expertise performative se trouve ensuite canalisée dans le débat public par les médias, lesquels monopolisent l'interprétation légitime de la réalité et sélectionnent le personnel politique affecté aux tâches de représentation (dimension anthropomorphique du pouvoir). Les médias sont secondés dans leurs opérations idéologiques par les instituts de sondages – producteurs habiles d'une opinion publique dont ils prétendent faire l'exégèse – qui prescrivent les options légitimes disponibles face aux péripéties de l'actualité. En cas de crise, les techniques d'aplanissement cultivées par les agences de communication sont convoquées et préservent intacts les relais du pouvoir. Cette division du travail culturel connaît bien entendu son cortège de figures organiques : experts, spécialistes, communicants, lobbyistes, journalistes, commentateurs et éditorialistes.

Quel est le programme de l'idéologie néolibérale ? La réponse est simple : médiatiser dans le corps social un système de valeurs correspondant à la disposition optimale du procès de production et d'échanges d'où la classe hégémonique tire ses privilèges. Chaque énoncé mis en circulation traduit indirectement un réquisit du système de production. Dans un contexte démocratique validé par la tenue régulière d'élections libres, la reproduction du pouvoir capitaliste nécessite donc d'abord de présenter le travail comme une activité exécutée sous les auspices illusoire de la liberté afin de pouvoir l'exploiter librement (de même pour tout ce qui relève de la nécessité et de la coercition). Elle réclame par conséquent de dissimuler constamment les antagonismes sociaux à l'œuvre dans le processus d'accumulation, c'est-à-dire de dépolitiser au maximum la vie sociale en séparant artificiellement les questions économiques des questions politiques (toute la fraude de l'économisme réside ici, dans sa spécieuse pureté théorique indifférente aux conditions sociales). Elle commande enfin de présenter l'intérêt propre de la classe dominante comme l'intérêt, sinon général, du moins majoritaire. Réussie, l'entreprise idéologique permet ainsi à la domination de classe de trouver sa confirmation démocratique dans les urnes et de perdurer pacifiquement, dans les artifices du consentement tacite.

Concrètement, l'idéologie néolibérale, théorisée par l'École de Chicago puis politiquement développée sous le nom de « consensus de Washington », réside tout entière dans l'affirmation thatchérienne suivante : « la société n'existe pas ». Programme de destruction méthodique de toutes les structures collectives capables de faire obstacle à la logique du marché pur, les corollaires en sont connus : disqualification de l'État et de l'intervention publique au profit d'une célébration agressive de l'individu, de l'économie de marché, de l'investissement privé, de la concurrence, de l'entreprise, de la dérégulation... Et ses conséquences sociales maintes fois déplo-

rées : atomisation, exclusion, anomie, soumission, appauvrissement, accroissement des inégalités et démission civique. Derrière cette négation de la société, il s'agit plus ou moins directement d'assigner à la force de travail sa place dans le système de production capitaliste : la célébration de l'individu et de la concurrence renvoie à une main-d'œuvre fractionnée, flexible et disciplinée, celle du libre marché, de l'entreprise et de l'investissement privé au règne du capital accumulé dans l'administration du monde. Quant à l'obsession monétaire dont l'endroit est la rigueur budgétaire et l'envers la stimulation de l'offre (c'est-à-dire l'amélioration constante de la situation des acteurs dominants sur le marché), elle garantit la continuité des privilèges accumulés par le capital privé, toute inflation d'ampleur occasionnant *de facto* une dépréciation relative de ce capital.

Cristalliser des valeurs, tisser une langue, assigner des places, informer les comportements, canaliser les pratiques, normer la temporalité, dissuader les résistances, désamorcer les perturbations démocratiques, contenir les dissidences politiques, stabiliser la circulation endogamique du pouvoir en convertissant son message d'un champ à l'autre pour renforcer sa dynamique, amplifier son mouvement et décupler son énergie : ainsi travaille l'idéologie. Mise en scène permanente du message néolibéral et de ses injonctions plurielles et cohérentes, elle déroule ses nappes sémantiques, impose ses catégories, ficelle ses hypostases, reprise les récits, cimente les mots, bitume les idées. Elle arrange connotations et dénnotations, compose des fronts sémiologiques. Elle corrompt les signes et corrode les références. Elle gâte les énoncés, en altère les intentions. Elle dévie les gestes et frelate les voix. Elle trie les détails, encode les données, vectorise les chiffres. Elle truque les symboles, traque les différences, dissimule les différends. Elle déguise et décote. Elle brise les interstices contraires et brouille les intervalles naissants. Elle réprimande, blâme et censure. Elle guette et surveille.

C'est que j'appelle un régime discursif. En prenant garde de ne jamais l'extraire de ses déterminations matérielles, de ne jamais l'isoler de l'armature sociale dont il fait partie : le discours n'est pas un sujet historique mais une technique politique, centrale dans l'affrontement que se livrent les classes sociales antagoniques, l'armure du bloc historique (appariement dynamique de l'infrastructure et de la superstructure) sur lequel se fonde la puissance des classes dominantes. Comme le note Foucault, « dans toute société, la production du discours est à la fois contrôlée, sélectionnée, organisée et redistribuée par un certain nombre de procédures qui ont pour rôle d'en conjurer les pouvoirs et les dangers, d'en maîtriser l'événement aléatoire, d'en conjurer la lourde, la redoutable matérialité³ ».

Communication

Le discours n'est pas quelque chose d'abstrait : il s'inscrit et se répète quotidiennement sur les écrans, les ondes, les colonnes, les rapports, les panneaux, les drapeaux, toutes les surfaces de diffraction où transitent et se répandent ses missives. Il est constamment répercuté sur les innombrables plans visuels et auditifs qui nous entourent et délimitent nos représentations, nos trajets tout à la fois physiques et cognitifs. En jeu, le monopole du consentement.

Il faut prendre au sérieux la communication, au sens analytique du terme : *mise en relation*. N'importe quel pouvoir politique (impliquant donc, comme le rappelle Hannah Arendt, une « *pluralité humaine* ») repose essentiellement sur la capacité de contrôle de la communication. Empiriquement, toute la politique se loge ici : dans les variations, les degrés, les modalités de mise en relation. La communication est l'électricité du politique. C'est elle qui confère leur masse aux différentes composantes de la société,

ordonnant leur attraction réciproque. Par conséquent, toutes ses manifestations, ses supports et ses contenus constituent un enjeu politique. Une lutte de pouvoir. Tout ce qui est communiqué comporte des rapports de force, les infléchit dans un sens ou dans l'autre. Si l'établissement des intentionnalités fait parfois défaut, le constat des effets est quant à lui inexorable. Le discours communiqué est toujours performatif : il est toujours socialement situé et politiquement effectif. Pour amender la formule austinienne : dire, c'est *toujours* faire. C'est pourquoi nulle domination idéologique ne peut jamais s'établir sans *domination médiatique*.

D'où la nécessité critique de rétablir la cohérence matérielle du discours afin d'en examiner l'inscription politique. Posant les jalons d'une médiologie critique sensible aux effets tout à la fois sociaux et politiques des différentes techniques de communication, j'aimerais donc m'intéresser plus précisément dans ce livre aux rapports de force mis en mouvement dans la sphère médiatique de l'hégémonie culturelle. Découper une zone au sein de la superstructure capitaliste spécifiquement délimitée par les médias. Et exclure de cette zone tout ce qui relève du divertissement (dont l'analyse serait pourtant tout aussi nécessaire) pour me concentrer plus spécialement sur les énoncés rapportés à l'édification permanente de la réalité : ce que l'on nomme l'« actualité ». Pour qualifier ce champ discursif de façon sommairement sociologique, disons qu'il s'agit de la « presse » et de ses multiples avatars, c'est-à-dire de toutes les entités qui assurent la médiatisation des énoncés de pouvoir sous l'apparence générique d'« informations » (les « infos »). Autrement dit, je ne m'intéresserai aux médias qu'en tant qu'ils structurent la lutte politique pour la définition légitime de la réalité. Comment s'organise la circulation du pouvoir politique dans les divers appareils médiatiques qui concourent pour la définition légitime de la réalité ? Telle est la problématique de ce livre.

2.0

Si le pouvoir médiatique traditionnel, « immense accumulation de spectacles » de toutes sortes, demeure l'option gagnante de l'hégémonie culturelle exercée par le capitalisme néolibéral, elle se trouve néanmoins déstabilisée, dans des proportions qui restent encore à définir, par l'apparition d'un nouvel espace discursif obéissant à des règles médiologiques neuves, structurées par des dispositifs communicationnels bien spécifiques : il s'agit d'Internet, ou plus particulièrement du Web 2.0 et des réseaux sociaux, apparus au milieu des années 2000.

L'analyse critique du web interactif s'est jusqu'à maintenant cantonnée à l'opposition entre les grandes compagnies de l'industrie du numérique et les *hackers* : Mark Zuckerberg d'un côté, Julian Assange de l'autre. Capitaliste du troisième type contre activiste nouvelle génération. Comme si l'enjeu du Web 2.0 se situait uniquement entre ces deux figures et les pratiques adverses qu'ils incarnent.

Explorer les tensions introduites par l'émergence de ces nouveaux médias dans le jeu politique traditionnel, celui des partis et des militances, pour comprendre quelles sont les possibilités pratiques nouvelles qu'ils offrent aux mouvements politiques anticapitalistes, c'est-à-dire aux mouvements directement marginalisés par le système médiatique dominant, serait aujourd'hui plus utile. Mon hypothèse est la suivante : la structure médiologique du Web 2.0 et des réseaux sociaux relance la bataille culturelle jusqu'alors verrouillée par la densité des positions prises par les intérêts capitalistes dans les *mass media*. Pour reprendre la terminologie gramscienne, il semble que si le mouvement anticapitaliste a perdu la « guerre de position » dans le champ culturel trusté par les grands médias, l'émergence des médias sociaux ouvre la perspective d'une « guerre de mouvement » susceptible de déstabiliser

l'hégémonie médiatique néolibérale. Cela revient en fait à analyser le potentiel démocratique inscrit dans les usages d'Internet et des réseaux sociaux.

La matière discursive produite par les médias n'est pas l'exact reflet d'une réalité qui leur serait purement extérieure, étendue paisiblement au ras de l'expérience, attendant simplement d'être recueillie. Soucieuse des suspicions, la rhétorique journalistique a d'ailleurs toujours pris soin d'éviter l'épaisseur médiatique du discours : comme s'il n'y avait rien qu'un faisceau lumineux, à peine un miroir, entre les choses et les dépêches. À dire vrai, le système médiatique constitue une arène : chaque représentation (image, énoncé, geste, etc.) véhicule un rapport de force adossé à des rapports de domination matérielle. La validité empirique de cette conception gramscienne de l'espace public réel a d'ailleurs été largement documentée aux États-Unis par le travail de Noam Chomsky sur la presse et ses propriétaires.

Mais il faut également s'appuyer sur les analyses médiologiques de Marshall McLuhan, d'après lesquelles la propriété des moyens de production médiatiques n'explique pas totalement la composition du message délivré : au-delà du contenu, la nature du médium exerce un rôle prépondérant sur les effets sociaux induits par le mode de circulation (émission/réception) du message. Le médium détermine l'échelle et le mode de relation entre les êtres humains. C'est le sens de la célèbre formule : « *The medium is the message* ».

Ainsi la situation médiatique actuelle se présente-t-elle de la manière suivante : la verticalité de sa structure communicationnelle (le message circule entre l'émetteur et le récepteur de manière unidirectionnelle) prédispose les *mass media* traditionnels (télévision, presse écrite, radio) à exercer le contrôle culturel que leur assigne la classe dominante – qui les possède sous forme d'oligopoles. Cette assignation communicationnelle dépend de l'ordonnement des rapports de production propres à ces

mass media : les producteurs de messages sont des salariés qui dépendent directement des rapports de propriété capitalistes et de la domination qu'ils génèrent. L'information n'existe pas. Seule existe l'information médiatisée. Et le chuchotement disciplinaire du capital se déploie dans le battement des instruments de production qui assurent matériellement cette médiatisation.

Il en va tout autrement des médias sociaux, qui se distinguent des médias traditionnels par deux caractéristiques fondamentales : d'abord, l'horizontalité interactive constitue précisément le service communicationnel qu'ils proposent. Ils ne peuvent donc entraver complètement cette interactivité (et son potentiel subversif) sous peine de s'autodétruire, et cela, quelle que soit la nature économique de leur propriétaire (public, privé, *creative commons*). La promesse impatiente d'une émancipation politique semble alors se dessiner dans ces nouvelles sociabilités numériques. Car l'horizontalité médiatique entraîne une seconde spécificité : les émetteurs de messages sur les réseaux sociaux ne sont pas des professionnels, ils ne sont pas rémunérés pour le faire. L'activité discursive qui s'y déploie échappe donc très largement aux rapports de propriété capitalistes.

L'intimidation idéologique du capital s'étiole, un front dépressif se creuse. De nouvelles sentinelles se dressent.

Horizontalité et gratuité : voilà les deux caractéristiques sulfureuses à l'origine de l'appel d'air critique susceptible de dépressuriser le pouvoir symbolique accumulé par l'oligarchie capitaliste dans les *mass media*. De la compréhension de ces questions dépend la faculté stratégique des forces progressistes de contester à l'avenir l'hégémonie néolibérale et d'élaborer une nouvelle *praxis*. La conquête du pouvoir par les masses populaires se jouera toujours sur le terrain médiatique, aujourd'hui plus ouvert que jamais, telle une gerbe fragile de possibles à saisir.